

Réglementations internationales dans le cadre de la socio-économie solidaire à l'ère de la mondialisation

Yoko Kitazawa

Octobre 2003

Critique du marxisme

En novembre 1917, lors de la révolution socialiste en Russie, le socialisme constituait la seule alternative au capitalisme. En d'autres termes, l'économie socialiste était la seule à pouvoir remplacer l'économie de marché.

Pourtant, 72 ans plus tard, le socialisme n'existe plus. À l'exception notable de la Corée du Nord, presque tous les pays socialistes ont commencé à emprunter la voie de l'économie de marché, c'est-à-dire du capitalisme.

Pourquoi le socialisme a-t-il échoué ?

La réponse à cette question est détenue par Vladimir Lénine, chef de la révolution soviétique, qui a bâti sa théorie sur celle de Karl Marx. Il vaut la peine d'examiner le livre principal de l'œuvre de ce dernier, *Le capital*.

Marx a fait du matérialisme dialectique son outil d'analyse du capitalisme. Il a écrit dans *Le capital* que la contradiction fondamentale de la société capitaliste était une contradiction entre le capital et le travail. Il a commencé par l'analyse de la marchandise en tant que plus petite unité matérielle de la société capitaliste, et en a examiné la valeur.

Selon lui, la valeur de la marchandise comprend le coût du capital et du travail, ainsi que la plus-value. Cette plus-value appartient au capitaliste qui possède le capital, mais est créée par les travailleurs durant le processus de production.

Marx a donc découvert l'exploitation du travail par le capitaliste. Il en a dérivé une théorie de l'exploitation du travailleur par le capitaliste et y a vu une injustice. Selon lui, la plus-value devait revenir au travailleur, puisque celui-ci l'avait créée. Cette contradiction entre capital et travail était fondamentale de la société capitaliste. Il a donc souligné la nécessité de créer une société alternative qui résoudrait cette contradiction.

1) Hypothèse erronée de la dictature du prolétariat

Mais comment réaliser cette nouvelle société ? Selon Marx, les travailleurs devaient s'appropriier le capital par la révolution. Dans le Manifeste du Parti communiste, écrit en collaboration avec Friedrich Engels, il appelle les travailleurs du monde entier à se soulever et à faire la révolution.

Lénine a tenté de mettre en pratique les théories de Marx lors de la révolution russe. En Union Soviétique, le parti communiste devait représenter tous les travailleurs. Ce mécanisme était appelé « dictature du prolétariat ».

Cette théorie de la dictature du prolétariat n'était toutefois qu'une hypothèse, et qui plus est, une hypothèse erronée.

En effet, les dirigeants des partis communistes ne provenaient pas de la vraie classe ouvrière : tous étaient des intellectuels. La « dictature du prolétariat » n'est finalement devenue qu'une bureaucratie de parti dominant la société socialiste grâce à ses gigantesques organes de répression. Pour cette raison, les peuples des pays socialistes ont dit « NON » au socialisme et se sont soulevés en faveur de la démocratie. Le mur de Berlin était tombé.

Malheureusement, il n'existait pour les anciens pays socialistes aucune alternative au socialisme en dehors de l'économie de marché. Leurs populations ont été plongées dans cette économie sans aucune protection sociale, ce que les gouvernements socialistes leur avaient au moins assuré. Les économies en transition ressentirent les effets négatifs de l'économie de marché de la manière la plus cruelle.

2) Absence de « problèmes marginaux » dans l'analyse de la société capitaliste de Marx

Dans son analyse du capitalisme, Marx a fait usage du matérialisme dialectique.

Il a considéré la relation entre le capital et le travail comme constituant la contradiction fondamentale du capitalisme.

Marx vivait à l'époque de l'impérialisme, après l'invasion de l'Inde par l'Empire Britannique. Sa mort a pratiquement coïncidé avec la division de l'Afrique par l'Europe. Depuis le 16^{ème} siècle, la Grande-Bretagne, où vivait Marx, avait acquis une richesse formidable grâce à la traite des esclaves entre Liverpool, l'Afrique de l'Ouest et les Amériques. Cette richesse est ensuite devenue la base matérielle d'une révolution industrielle.

Toutefois, premièrement, Marx n'a apparemment pas estimé nécessaire d'aborder la question de la traite des esclaves ni celle du pillage des colonies.

Deuxièmement, dans *Le capital*, Marx ne mentionne pas les questions environnementales telles que la valeur du sol, du soleil et de l'eau, qui auraient dû être prises en compte au même titre que les marchandises essentielles que sont le café ou le thé.

Troisièmement, il a négligé la question des femmes. Dans son analyse du capitalisme, la valeur sociale du travail non rémunéré des femmes n'a pas été prise en compte. Il n'a pas non plus examiné la diversité culturelle, la pluralité ou l'ethnicité.

Marx était un intellectuel humaniste ; voir de jeunes enfants travailler à l'usine et des femmes prester de longues heures dans des lieux sales le faisait enrager. Sa critique du capitalisme s'est imprégnée de cette rage.

Pourtant, Marx a exclusivement concentré son analyse sur le capitalisme en tant que contradiction fondamentale à résoudre et ce, sans voir les autres problèmes « marginaux » mentionnés ci-dessus.

Il s'agit de ma critique la plus sérieuse à l'égard de Marx. Selon moi, c'est pour cette raison que le socialisme a négligé tous ces problèmes. Il est erroné de conclure que la contradiction entre capital et travail est fondamentale et que par conséquent le capital devrait être remplacé par le travail à travers la révolution. N'est-il pas possible de combiner le capital et la plus-value générée par le travail de manière à pouvoir les partager entre les personnes, les communautés, la société et l'environnement

dans l'intérêt de tous ? C'est de ce questionnement que provient l'idée de socio-économie solidaire.

La socio-économie solidaire est-elle une alternative à l'économie de marché ?

Depuis la chute du système économique socialiste, aucune alternative à l'actuelle économie de marché mondiale ne s'est présentée. Lorsque Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont accédé au pouvoir au début des années 1980, les dirigeants de cette « Alliance sacrée anglo-saxonne » ont commencé à appliquer des politiques économiques néo-libérales dans leurs pays : ils ont fortement réduit les dépenses gouvernementales, privatisé presque toutes les entreprises et services publics et finalement introduit la doctrine du "tout est déterminé par le marché libre ».

Au même moment, le FMI et la Banque Mondiale commençaient à introduire, sans égard pour les particularismes locaux, le « programme d'ajustement structurel » dans les pays en développement, avec pour prétexte que celui-ci constituait un « remède » à la crise d'endettement. Le programme d'ajustement structurel était à peu près équivalent au néo-libéralisme de Reagan et Thatcher.

Les résultats de la mondialisation néo-libérale trouvent un exemple frappant dans le fait que les actifs de Bill Gates dépassent en valeur la somme des PNB des 49 pays les moins développés (PMD). La population totale de ces PMD est de 600 millions de personnes. Les ventes annuelles de General Motors, Wal-Mart, Exxon-Mobile, Ford et Daimler-Chrysler dépassent également la somme des PNB des PMD. À chaque minute, deux mille milliards de dollars traversent les frontières sur de simples spéculations ; ces mouvements ont d'importants effets sur les économies nationales, et sur les pauvres en particulier. La mondialisation néo-libérale a transformé le monde en casino géant.

Le fossé est trop large. Les gens commencent à dire « NON » à la mondialisation.

Depuis que les multinationales possèdent des monopoles globaux, il est devenu impossible d'imaginer que le monde puisse être régulé par la main invisible d'Adam Smith, comme c'était le cas aux débuts du capitalisme.

Pendant ce temps, les Nations Unies ont tenu une série de sommets sur les questions mondiales telles que les enfants, l'environnement, les droits de l'Homme, la population, le développement social, les femmes, le logement et l'éducation, et tous les gouvernements membres se sont engagés à atteindre les objectifs qu'ils ont eux-même fixés. Finalement, en mai 2000, les Nations Unies ont tenu le Sommet du Millénaire et y ont adopté les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) visant à diviser par deux le nombre de personnes se trouvant sous le seuil absolu de pauvreté d'ici 2015.

Toutefois, les Nations Unies ne sont pas en train d'atteindre ces objectifs. Bien que les résolutions aient été adoptées par consensus, l'Organisation des Nations Unies ne possède aucun moyen de pression sur ses membres. Les résolutions de l'ONU

peuvent être utilisées par la société civile dans leur travail de plaidoyer vis-à-vis des gouvernements et des organisations internationales, qui ont eux-mêmes signé ces résolutions et se sont engagés à les respecter. Mais elles ne constituent rien de plus.

Où pouvons-nous dès lors trouver une alternative au système actuel ? Cette alternative ne doit pas être hypothétique ; elle doit se traduire de manière pratique dans la vie quotidienne des peuples et des communautés.

Tandis que les multinationales cherchent à maximiser leurs bénéfices, il existe des activités économiques telles que les coopératives, les mutualités, les ONG et les ASBL. Les activités économiques basées sur la solidarité doivent prendre en compte la protection de l'environnement et les droits de l'homme, ainsi que le travail non rémunéré des femmes. Cela vaut également pour les micro-crédits et les projets de monnaie sociale. Tant au niveau des gouvernements locaux que centraux, on remarque un regain d'intérêt pour l'approche participative de la démocratie et pour le partage du pouvoir avec la population, par exemple pour les projets de budgets participatifs.

Au niveau international, on observe le commerce équitable et la coopération internationale au développement entre ONG du Nord et du Sud.

Ces parties de la socio-économie solidaire ne doivent pas être à grande échelle, mais au contraire doivent rester à échelle humaine, car la socio-économie n'est possible que s'il existe une relation de confiance entre les participants. Les différentes unités peuvent alors être mises en relation sous forme de réseaux distendus aux niveaux national, régional et mondial.

Est-il possible de détruire, purement et simplement, l'économie de marché mondialisée et de la remplacer par la socio-économie solidaire ? La réponse est simple : NON.

Les multinationales, par exemple, ne peuvent être entièrement remplacées par des coopératives. La monnaie sociale ne peut remplacer le dollar. Les banques traditionnelles ne peuvent être remplacées par les micro-crédits. Le commerce équitable ne peut pas remplacer entièrement le commerce international.

Nous devons plutôt contrôler les activités excessives, irrépressibles, irresponsables et hautement spéculatives des multinationales et de l'économie de marché dans leur recherche d'un profit maximum. Nous devons lutter contre l'exploitation excessive des travailleurs, la destruction illimitée de l'environnement et la domination économique et politique des multinationales, ainsi que la concentration du pouvoir, des décisions, des options et des fonctions en les mains de quelques élites. Ce contrôle ne sera possible que par la promotion de la socio-économie solidaire aux niveaux local, national, régional et mondial.

L'économie solidaire doit combattre la mondialisation néo-libérale au niveau mondial

Depuis Seattle, en novembre 1999, chaque rencontre au sommet s'est accompagnée d'une série de manifestations importantes. Les manifestants protestent contre les institutions internationales

comme l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale ou les dirigeants du G8 qui contrôlent ces institutions, de même que contre les véritables bénéficiaires de cette libéralisation néo-libérale, à savoir les multinationales. Les manifestants clament des slogans comme « l'humain avant les gains » ou « un autre monde est possible ». Une campagne internationale pour l'annulation de la dette des pays pauvres et pour l'introduction d'une taxe sur les transactions monétaires a également été lancée, dans le but de faciliter l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Chaque année depuis janvier 2001, les rassemblements à grande échelle du Forum Social Mondial se tiennent à Porto Alegre, au Brésil, pour contrebalancer le Forum économique mondial organisé par les multinationales néo-libérales à Davos, en Suisse.

La socio-économie solidaire doit également s'atteler à combattre la mondialisation néo-libérale. Si une activité exercée par une coopérative allait à l'encontre des accords de l'OMC, et que son panel émette un jugement établissant une violation, il devrait être mis fin aux activités de la coopérative. Si le FMI et la Banque mondiale continuent d'imposer leurs programmes d'ajustement structurel (SAP) et documents stratégiques de diminution de la pauvreté (poverty reduction strategy papers (PRSP)) pour les pays en voie de développement, les activités de la socio-économie solidaire au niveau de base seraient entravées, et les projets de budgets participatifs au niveau du gouvernement local seraient bloqués. Si deux mille milliards de dollars d'argent spéculatif continuent de circuler dans le monde, il sera difficile d'utiliser les projets de micro-crédits et d'argent social. Comme nous l'avons vu en 1997, au moment de la crise financière en Asie, ces flux de fonds peuvent conduire à une pauvreté et à un chômage à grande échelle.

J'en conclus que la socio-économie solidaire est un paradigme économique neuf, intégré, exhaustif et convergent qui implique la combinaison des activités de base des personnes, des approches participatives des gouvernements locaux et nationaux et d'actions mondiales contre la mondialisation néo-libérale par de nombreuses personnes.

Appel à une Réunion préparatoire sur les réglementations internationales dans le contexte de l'économie solidaire à l'ère de la mondialisation

En 1999, la Fondation Charles Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme a appelé à l'organisation d'une Alliance pour un Monde reponsable, pluriel et solidaire. L'Alliance est composée de 4 pôles : Gouvernance et citoyenneté, Socio-économie solidaire, Humanité et biosphère, Valeurs-éducation-culture.

Chaque pôle reprend 10 ou 15 sous-thèmes. Au cours de la période 1999-2001, plus de 60 chantiers ont été organisés sur chaque sous-thème.

En décembre 2001, la Fondation a organisé l'Assemblée Mondiale des Citoyens à Lille, en France, sur la base des résultats de tous les ateliers des deux années écoulées. 400 personnes ont participé à cette Assemblée. L'Assemblée a adopté la Charte des Responsabilités Humaines devant être mise en oeuvre par les citoyens du monde en parallèle avec des documents existants comme

la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui sont censées être respectées par tous les états.

Le Chantier Régulations internationales, qui s'est tenu dans le cadre de l'économie solidaire, fait partie du Pôle Socio-économie solidaire.

Aujourd'hui, l'économie de marché domine le monde. La mondialisation néo-libérale est devenue la tendance principale, creusant de vastes fossés entre riches et pauvres.

En contre-partie de cette mondialisation de l'économie de marché, à la quête du profit maximal, la socio-économie solidaire doit pratiquer des activités économiques à la quête d'une solidarité entre les peuples.

En juin 2001, avant l'Assemblée de Lille, un chantier a été organisé à Findhorn, en Écosse, pour réfléchir, stimuler et synthétiser les résultats de 15 chantiers tenus au cours des deux années précédentes sur 14 thèmes. Les thèmes des chantiers étaient : « Travail, emploi et activité », « Sociétés et solidarité », « Production, technologie et investissements », « Consommation éthique, politiques fiscales et bien-être social », « Finances socialement responsables », « Finance durable », « Monnaie sociale », « Dette et ajustements structurels », « Commerce équitable », « Commerce international et OMC », « Développement durable », « Politiques économiques », « Femmes et économie », et « Économie socialement responsable ».

Des activités visant à élaborer une socio-économie solidaire ont déjà été mises en œuvre par certains aux niveaux de la base, des communautés, des gouvernements locaux et au niveau mondial. Toutefois, si des institutions internationales comme l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, qui promeuvent la mondialisation néo-libérale, imposent leurs politiques et si les multinationales pratiquent des activités irresponsables, les fruits de la socio-économie solidaire pourraient être maraudés.

Au cours de l'Assemblée de Lille, les membres des ateliers sur la socio-économie solidaire se sont rencontrés et ont discuté de la manière d'effectuer le travail de suivi. Ils ont convenu de lancer un nouvel atelier sur les Réglementations internationales dans le cadre de la socio-économie solidaire. Ce chantier traitera de questions comme l'annulation de la dette, l'introduction d'une taxe sur les transactions monétaires, les SAP/PRSP du FMI/de la Banque mondiale, des principes de libre-échange de l'OMC, des codes de conduite des multinationales et de la relation qu'entretiennent les réglementations internationales et la socio-économie solidaire. Les actions visant les réglementations internationales, à savoir défier la mondialisation néo-libérale, n'ont jusqu'à présent pas été considérées comme une partie de l'élaboration de la socio-économie solidaire.

Il pourrait s'agir d'une première tentative de dialogue entre les personnes oeuvrant pour la socio-économie solidaire et les personnes luttant contre la mondialisation néo-libérale. Une réunion préparatoire se tiendra à Tokyo du 9 au 11 octobre sur les réglementations internationales dans le cadre de la socio-économie solidaire à l'ère de la mondialisation néo-libérale.

